

FICHE DESCRIPTIVE DE POSTE

REF. EMPLOI : 040-2020/SERVICE JURIDIQUE

Poste de catégorie	A	Remplacement	X	Modification		Création	
--------------------	----------	--------------	----------	--------------	--	----------	--

Nous recherchons pour

L'AGENCE NATIONALE DES FREQUENCES
DIRECTION GENERALE/SERVICE JURIDIQUE
78 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94700 MAISONS-ALFORT

METRO 8 : MAISONS-ALFORT STADE ou ECOLE VETERINAIRE
RER D : MAISONS-ALFORT/ALFORTVILLE

Un(e) **JURISTE**

(Fonctionnaire de catégorie A ou agent contractuel de niveau équivalent en CDD de 3 ans*)

CONTENU DE L'EMPLOI

Créée par la loi de réglementation des télécommunications (loi n° 96-659 du 26 juillet 1996), l'Agence nationale des fréquences (ANFR) est un établissement public à caractère administratif rattaché aux ministères économiques et financiers, sous tutelle de la Direction générale des entreprises. Elle compte environ trois cent agents, fonctionnaires et contractuels de droit public, œuvrant pour ses six Directions et répartis dans six services régionaux, deux pôles, un centre de contrôle international et des antennes en COM et DOM. Le code des postes et des communications électroniques et notamment ses articles L43 et R20-44-10 à R20-44-26 détaille les dispositions générales, les missions, l'organisation et le fonctionnement de l'ANFR. Des informations complémentaires sont disponibles sur le site de l'Agence (www.anfr.fr).

Description du service. Placé sous l'autorité du Directeur général de l'ANFR, le service juridique :

- veille au respect des dispositions applicables à l'exercice des missions de l'agence ;
- apporte son expertise et ses conseils à la direction générale et aux directions opérationnelles ;
- réalise les études juridiques nécessaires à l'interprétation de la réglementation applicable aux fréquences radioélectriques et propose des modifications de cette réglementation ;
- défend et représente l'agence dans les contentieux soulevés devant les tribunaux judiciaires et administratifs ;
- apporte son expertise à la mise en œuvre de la réglementation en matière d'exposition du public aux champs électromagnétiques et de surveillance du marché des équipements radioélectriques ;
- valide les projets de conventions conclus par l'agence avec les affectataires de fréquences et avec les prestataires de services ;
- anime le groupe des responsables juridiques régionaux ;
- est l'interlocuteur des services juridiques des affectataires de fréquences, ainsi que de celui de la direction générale des entreprises, et la direction des affaires juridiques du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

En tant que spécialistes du droit des communications électroniques, dont la plupart des règles figurent dans le CPCE, les juristes de l'ANFR peuvent participer à l'ensemble des missions exercées par le service juridique tout en étant chargé de traiter des thématiques spécifiques.

Missions du poste. Le(la) titulaire du poste est placé(e) sous l'autorité du chef du service juridique. En collaboration avec le chef de service, son adjointe et les autres juristes, et en fonction de son expérience et/ou de sa formation, ses principales missions seront notamment les suivantes :

- conduire des recherches approfondies sur des questions juridiques précises ;
- rédiger des notes d'analyse et de conseil ;
- instruire les demandes de conseils dont est saisi le service juridique en interne et assurer une veille juridique ;

- contribuer à l'analyse et à l'interprétation de la réglementation applicable aux fréquences radioélectriques, et à ses usagers ;
- participer à la mise en œuvre de la réglementation en matière d'exposition du public aux champs électromagnétiques et de surveillance du marché des équipements radioélectriques.

PROFIL DU(DE LA) CANDIDAT(E)

- Fonctionnaire de catégorie A ou agent contractuel de niveau équivalent ; candidat(e) externe de formation universitaire supérieure (Master 2) en droit public économique, droit international, droit européen (bac+5),
- Connaissances en droit des communications électroniques ;
- Intérêt certain pour les nouvelles technologies et pour les secteurs industriels concernés ;
- Excellentes qualités rédactionnelles et aisance dans l'expression, capacité d'analyse et approche pragmatique ;
- Autonomie, rigueur, sens de l'organisation et des responsabilités, capacité à travailler en équipe ;
- Maîtrise de l'anglais et des outils bureautique.

Si vous êtes intéressé(e), merci de faire parvenir votre CV et votre lettre de motivation exclusivement à l'adresse suivante : rh-candidatures@anfr.fr

Seuls les dossiers de candidature complets et transmis à l'adresse indiquée ci-dessus seront examinés.

La procédure appliquée à l'ANFR est consultable sur le site : <https://www.anfr.fr/l-anfr/recrutement>

Contacts, pour tout renseignement complémentaire :

M. DIGNE	Directeur général adjoint	☎ : 01 45 18 77 10
M. TADEJ	Chef du service juridique	☎ : 01 45 18 73 16
Mme BEAUMONT	Cheffe du service des ressources humaines	☎ : 01 45 18 72 06

Date de disponibilité du poste : **1^{er} décembre 2020**

Date de diffusion de l'emploi : **28 septembre 2020**

Date limite de réception des candidatures : **25 octobre 2020**